



# La convergence des acteurs de l'opposition égyptienne autour des notions de société civile et de démocratie

Clément Steuer

## ► To cite this version:

Clément Steuer. La convergence des acteurs de l'opposition égyptienne autour des notions de société civile et de démocratie. Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient ;. Le Moyen-Orient à l'aube du printemps arabe : sociétés sous tension, Éd. du Cygne, pp.83-92, 2011, 978-2-84924-247-6. halshs-00839693

**HAL Id: halshs-00839693**

**<https://shs.hal.science/halshs-00839693>**

Submitted on 15 Jul 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La convergence des acteurs de l'opposition égyptienne autour des notions de société civile et de démocratie

Clément Steuer

Le ralliement des différents acteurs de l'opposition égyptienne autour des notions de société civile et de démocratie est sans doute l'événement le plus spectaculaire survenu sur la scène politique égyptienne au cours des deux décennies qui précèdent la « révolution du 25 janvier »<sup>1</sup>. Par ralliement à la notion de société civile, nous entendons bien entendu valorisation, dans le discours des acteurs, de la société civile elle-même (*al-mujtama` al-madani*), mais aussi des différentes organisations qui la composent, associations et syndicats notamment. De la même manière, sous le vocable de « démocratie », nous avons regroupé à la fois la notion d'alternance (*tadaûl al-sulta*), la rhétorique des droits de l'homme, et l'attitude inclusive envers les autres forces politiques, ainsi qu'envers toutes les composantes de la société.

Ce ralliement est spectaculaire à deux niveaux : d'abord parce que depuis la fin des années 1980, on voit agir de concert des forces politiques qui s'étaient dans le passé opposées brutalement ; ensuite parce que les plus importants de ces courants ne s'étaient alors guère distingués ni par leur pratique de la démocratie, ni même par leur recours discursif au référent démocratique. En effet, si certaines forces politiques égyptiennes défendent les principes de la démocratie libérale depuis leur fondation – ce qui dans le cas du Wafd, signifie depuis près d'un siècle –, deux des plus importants contributeurs aux mouvements rassemblant l'opposition sont les courants nassériens et islamistes. Or, la principale organisation islamiste égyptienne, celle des Frères musulmans, fondée par Hasan Al-Bannâ à la fin des années 1920, était à l'origine opposée au régime des partis, et avait pour objectif de rassembler les musulmans du monde entier sous la bannière d'un unique État islamique, gouverné par la Loi religieuse. Gamal Abdel Nasser, de son côté, s'est emparé du pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire, a instauré un régime de parti unique, et a jeté ses opposants en prison. Son rêve de rassembler la nation arabe a connu un début de réalisation désastreux, puisque l'éphémère République arabe unie, fusion de l'Égypte et de la Syrie, a été vécue par les Syriens comme une tentative d'absorption autoritaire de leur pays par l'Égypte. Enfin, l'organisation des Frères musulmans a fait l'objet d'une impitoyable répression sous Nasser : des dizaines de milliers de ses militants ont été arrêtés, torturés et enfermés dans des camps pendant des années, tandis que plusieurs de ses leaders ont été exécutés. La Confrérie fondée par Hasan Al-Bannâ a ainsi été quasiment démantelée sous le règne de Nasser. Or, moins de vingt ans après sa mort, les mouvements nassériens et islamistes amorcent un rapprochement qui est devenu en quelques années l'axe autour duquel se sont rassemblés tous les courants de l'opposition.

La « génération des années 1970 » a évidemment joué un rôle fondamental dans ce rapprochement. Cette dernière, appelée aussi parfois « génération intermédiaire » (*al-jîl al-wasît*, ou *jîl al-wasat*), ne constitue pas une cohorte démographique à proprement parler, mais rassemble plutôt un petit nombre d'individus formant une génération militante. Cette génération a fait ses premières armes dans l'activisme étudiant des années 1970. Les militants qui la composent sont donc des diplômés, et souvent des meilleures facultés : médecine,

---

<sup>1</sup> Sans préjuger du résultat d'un processus toujours en cours à l'heure où nous écrivons, les événements qui ont conduit à l'éviction d'un chef d'État et à la publication d'une feuille de route prévoyant l'organisation d'élections démocratiques à court terme, sous la pression d'une mobilisation populaire sans précédents, nous semblent mériter amplement le qualificatif de révolution. Par ailleurs, la dissolution de l'ancien parti dirigeant, et la légalisation de partis jusqu'alors interdits, dans les mois qui ont suivi la démission de Hosni Moubarak, constituent un bouleversement rapide de la structure politique du pays, ce qui est la définition même d'une révolution.

ingénierie et droit. Pour la plupart issus des classes populaires, ou des couches inférieures des classes moyennes, ils ont fortement investi leur formation, à une époque où ces professions fortement qualifiées étaient perçues comme les « nouvelles classes moyennes », qui allaient servir de colonne vertébrale aux projets de développement économique du pays. Les membres de la génération des années 1970 sont présents dans l'ensemble des courants de l'opposition égyptienne<sup>2</sup> : islamistes, nationalistes, libéraux, socialistes, etc.

L'objet de ce papier est d'examiner deux facteurs pouvant expliquer comment les membres de cette génération ont fini par se rassembler autour des notions de démocratie et de société civile. Le premier est l'alternance des phases de libéralisation et de « dé-libéralisation »<sup>3</sup>, ayant conduit les anciens militants étudiants à investir successivement différents espaces de la contestation, qui ont marqué durablement leur rhétorique et leur répertoire d'action. Le second est la position géo-stratégique de l'Égypte depuis les accords de Camp David. Le fait de s'opposer à un régime autoritaire dépendant des pays occidentaux a en effet conduit les membres de l'opposition à adopter un langage compréhensible par ces pays : celui de la démocratie.

## **L'alternance des phases de libéralisation et de crispation autoritaire**

Lorsque Sadate arrive au pouvoir en 1970, il met en place une politique d'ouverture (*infitâh*) : ouverture économique d'abord, avec la libéralisation d'une partie de l'économie, et ouverture politique avec la mise à l'écart de la vieille garde nassérienne. Les Frères musulmans sont les premiers bénéficiaires de cette politique, qui leur permet de sortir de prison et de commencer à reconstituer les forces de la Confrérie. Parallèlement, la contestation s'étend sur les campus à la faveur de la massification de l'accès aux études. Il s'agit – déjà – de contester la politique étrangère du régime, puisque les étudiants réclament une nouvelle guerre contre Israël suite à la défaite de 1967. Au départ dominée par l'extrême gauche, cette contestation prend progressivement une coloration plus islamique. Les étudiants islamistes sont même dans un premier temps soutenus par le régime, qui compte sur eux pour mettre fin à la contestation gauchiste<sup>4</sup>.

Lorsque des élections libres sont organisées dans les universités, elles sont largement dominées par les islamistes, qui se retrouvent ainsi à la tête de l'Union des étudiants. Mais ces derniers sont tout aussi critiques que leurs homologues d'extrême gauche envers la politique étrangère de Sadate. C'est ainsi que des manifestations sont organisées contre la venue du Shah d'Iran, qui vient alors de quitter son pays en pleine révolution. Mais ce sont surtout les négociations avec Israël qui rencontrent la plus forte opposition. Suite aux accords de Camp David, en 1979, la contestation prend une telle ampleur qu'elle se trouve rapidement confrontée à la répression : les bureaux de l'Union des étudiants dans chaque université sont dissous, et placés sous le contrôle des doyens. Ces mesures ne suffisent pas à réduire au silence les islamistes, qui mobilisent les étudiants autour d'eux et organisent

<sup>2</sup> Cf. notamment SHORBAGY, Manar, "Understanding Kefaya: The New Politics in Egypt", <http://www.thefreelibrary.com>, 1er janvier 2007, consulté le 1er octobre 2007. La trajectoire des militants islamistes de cette génération a fait l'objet de nombreux travaux, dont les plus connus sont KEPEL, Gilles, *Le Prophète et Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*, Paris, Seuil, 1993 ; ABDO, Geneive, *No God But God. Egypt and the Triumph of Islam*, New York, Oxford University Press, 2000 ; WICKHAM, Carrie Rosefsky, *Mobilizing Islam. Religion, Activism and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2002 ; MURPHY, Caryle, *Passion for Islam. Shaping the Modern Middle East: The Egyptian Experience*, New York, Scribner, 2002 ; AL-AWADI Hesham, *In Pursuit of Legitimacy. The Muslim Brothers and Mubarak, 1982-2000*, New York, Tauris, 2004. Sur le parcours des militants de gauche issus de cette génération, se reporter à EL KHAWAGA, Dina, « La Génération "seventies" en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif », in BENNANI-CHRAÏBI, Mounia et FILLIEULE, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 271-292.

<sup>3</sup> Nous empruntons cette notion à Eberhard Kienle. Cf. KIENLE, Eberhard, *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*, New York, I.B. Tauris, 2000.

<sup>4</sup> Sur cette période, voir notamment, KEPEL, G., *op. cit.* ; ABDO, G., *op. cit.*

grèves, *sit-ins* et occupations de bâtiments administratifs. Le pouvoir envoie alors la police sur les campus et arrête les leaders étudiants. En réponse à cette répression, certains se radicalisent et forment des organisations prônant l'action directe – les *Gama`ât islâmiya* –, tandis que d'autres font le pari de la modération et rejoignent les Frères musulmans.

Après l'assassinat de Sadate en 1981, son vice-président, Hosni Moubarak, accède au pouvoir. L'instauration de l'état d'urgence limite sérieusement la liberté d'action de l'opposition : les manifestations sont interdites et les partis ne peuvent organiser d'activité publique sans autorisation préalable de l'État<sup>5</sup>. Au cours des quinze premières années du règne de Moubarak, les syndicats des classes moyennes – médecins, ingénieurs, avocats et pharmaciens – prennent le relais des organisations étudiantes comme espaces de contestation. Les étudiants des années 1970 sont en effet devenus de jeunes professionnels, confrontés à leur déclassement, consécutif à l'effondrement du prix du pétrole et à l'absence de décollage économique de l'Égypte. Par ailleurs, la massification de l'accès aux diplômes rend rapidement ces déclassés majoritaires dans les syndicats des classes moyennes. C'est donc tout naturellement que les anciens leaders étudiants deviennent des leaders syndicaux<sup>6</sup>. Les candidats des listes islamistes prennent la tête de ces organisations professionnelles au cours des années 1980 et au début des années 1990. Ils y apprennent à gérer les intérêts de leurs mandants, sans distinction de confession, en créant des caisses de retraite et des mutuelles, en organisant des bourses aux livres et aux vêtements, etc. Ils se servent également de ces syndicats et de leurs organes de presse comme tribunes politiques. Ils organisent des conférences, des meetings et des collectes en faveur de l'Afghanistan, de la Bosnie et de la Palestine. Si cette activité politique se focalise sur des enjeux internationaux, c'est que cela leur permet à la fois de ne pas défier directement le régime, et de mobiliser au-delà de leur propre camp. C'est en effet au sein des syndicats que les islamistes commencent à s'ouvrir aux autres forces politiques.

Au milieu des années 1990, les syndicats des classes moyennes constituent un véritable État dans l'État, fonctionnant sur des principes démocratiques. Le régime ne peut évidemment tolérer longtemps cette situation. Prétextant des fraudes électorales, l'État dissout les bureaux de ces syndicats et désigne de nouveaux administrateurs. Face à cette répression, les islamistes ne se radicalisent pas, et mettent au contraire en scène la légalité outragée par l'arbitraire du Prince, en défendant leur cas devant les tribunaux, et en recherchant le soutien des autres acteurs de l'opposition. L'espace de la contestation se déplace dès lors vers les sphères associatives<sup>7</sup> et politiques. La voie politique semble en effet retrouver paradoxalement une certaine crédibilité à cette époque, alors même que les élections législatives de 1995 sont marquées par un niveau de fraude sans précédents. Des partis sont créés quasi-simultanément par des représentants de la génération intermédiaire confrontés à la mainmise de l'ancienne génération sur leurs appareils militants respectifs : en 1995, un groupe de nassériens conduits par Hamdîn Sabâhî quitte le parti pour fonder Karâma<sup>8</sup>. En 1996, des jeunes Frères musulmans issus de l'expérience étudiante et syndicale créent le parti

<sup>5</sup> Sur les mécanismes autoritaires mis en place par le régime de Moubarak, voir notamment KIENLE, E., *op. cit.* ; FERRIÉ, Jean-Noël et SANTUCCI, Jean-Claude, *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, Paris, CNRS Éditions, 2006 ; FERRIÉ, J.-N., *L'Égypte entre démocratie et islamisme. Le Système Moubarak à l'heure de la succession*, Paris, Éditions Autrement, 2008

<sup>6</sup> Sur les syndicats des classes moyennes dans les années 1980, outre les ouvrages déjà évoqués concernant le parcours des militants islamistes de la génération intermédiaire, voir aussi EL-SAYYID, Mustafa Kamil, « Le Syndicat des ingénieurs et le courant islamique », *Maghreb-Machrek Monde arabe*, n° 146, 1994, pp. 27-39 ; LONGUENESSE, Élisabeth, « Le "Syndicalisme professionnel" en Égypte, entre identités socio-professionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, 1995, pp. 43-91 ; WICKHAM, C. R., "Islamic Mobilization and Political Change: The Islamist Trend in Egypt's Professional Association", in STORK, Joe et BEININ, Joel (dir.), *Political Islam. Essays from Middle East Report*, Berkeley, University of California Press, 1996, pp. 120-135. Pour une mise en perspective plus large sur l'histoire du syndicalisme en Égypte, voir LONGUENESSE, É. et MONCIAUD, Didier, « Les syndicalismes : lutte nationale, corporatismes et contestations », in BATTESTI, Vincent et IRETON, François (dir.), *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*, Paris, Sindbad/Actes Sud, 2011, pp. 367-384.

<sup>7</sup> Cf. EL KHAWAGA, D., *op. cit.*

<sup>8</sup> *Dignité*, en référence à la place prise par cette notion – avec celle d'honneur (*`izza*) – dans les discours de Gamal Abdel Nasser.

Wasat<sup>9</sup>, ce qui conduit à leur exclusion de la Confrérie. Enfin, en 2001, une scission du Wafd donne naissance au parti Ghad<sup>10</sup>, conduit par Aïman Nûr. Le même phénomène a ainsi produit les mêmes effets parmi les nassériens, les islamistes et les libéraux.

Les membres de cette génération dans les différents courants politiques partagent en effet peu ou prou la même expérience. Mieux formés que leurs aînés, ils ont été dans l'opposition toute leur vie, sans jamais verser dans la clandestinité. Ils ont donc acquis une certaine expérience de la lutte non-violente, utilisant aussi bien les tribunaux que les médias. La multiplication de leurs expériences dans différents espaces de contestation – politique, étudiant, syndical ou associatif – leur a permis de développer un large portefeuille de compétences gestionnaires, ainsi qu'un répertoire d'action collective tranchant avec celui de leurs aînés. S'estimant politiquement compétents et injustement écartés de la gestion des affaires, ils ont en commun une soif de respectabilité, un respect de la légalité, et une vision technicienne, voire technocratique, de la politique. Tous ces éléments les écartent évidemment des combats idéologiques tranchés, et les conduisent à mettre en avant les notions de démocratie – qu'ils expérimentent au quotidien depuis les années 1970 – et de société civile, puisque ce sont les organisations de ladite société civile qui leur ont permis de prendre des responsabilités et de développer leurs compétences gestionnaires.

## Le facteur géo-politique

Or, il se trouve que ces deux notions – société civile et démocratie – sont justement les plus utiles à mettre en avant dans la mise en scène de l'affrontement qui les oppose au régime. L'Égypte est en effet très dépendante de l'aide américaine (on estime qu'elle a reçu aujourd'hui plus d'argent par habitant que l'Europe durant le Plan Marshall). Ce pays constituant une pièce maîtresse dans le dispositif américain au Moyen-Orient, les États-Unis – et leurs alliés occidentaux de manière générale – ont tout intérêt à fermer les yeux sur les abus du régime. Ces pays occidentaux étant cependant sensibles à leurs opinions publiques respectives, la question de l'image du pays à l'étranger joue un rôle de premier plan dans les affaires intérieures égyptiennes. Alors que le régime a pu se légitimer – trente années durant – en se présentant comme un État modernisateur et sécularisé, rempart contre le fanatisme religieux, les opposants avaient intérêt à casser cette image pour lui substituer un autre récit, celui de militants démocrates aux prises avec un régime tyrannique. L'expérience accumulée par ces militants au cours des décennies précédentes prend toute son importance dans ce combat médiatique.

En 2003, pour légitimer l'invasion de l'Irak, les dirigeants américains mettent en avant la nécessité de démocratiser la région : c'est le projet de Grand Moyen-Orient. Les opposants égyptiens sautent sur l'occasion : fin 2004, ils créent le mouvement Kefaya<sup>11</sup>, dont le mot d'ordre est de protester contre la perspective d'un nouveau mandat de Moubarak en 2005. Cette organisation reprend le vocabulaire de contestation des mouvements des droits de l'homme occidentaux, est-européens ou latino-américains. Si Kefaya ne parvient pas à arracher de vraies réformes institutionnelles au pouvoir, cette stratégie lui permet au moins d'échapper à la répression, alors même qu'il a lancé un défi au régime en mobilisant dans les rues. Dans les années qui suivent, les militants de l'opposition cherchent à prolonger ce mouvement, notamment avec l'Association nationale pour le changement de Mohammed El-Baradei<sup>12</sup>, qui reprend une grande partie des cadres et des codes de Kefaya.

Le principal problème de cette stratégie de détour par l'international est qu'elle est contradictoire dans son principe même. Comme nous l'avons vu *supra*, la contestation de la

<sup>9</sup> *Le parti du milieu*. Ce nom est une référence à un verset du Coran « Nous vous avons constitués en une nation wasat' » (*Al-Baqara*, 143), et au travail de toute une génération d'intellectuels islamistes indépendants qui ont théorisé la notion de *wasatiyya*, de juste milieu, depuis les années 1980. Cf. BAKER, Raymond, *Islam without Fear. Egypt and the New Islamists*, London, Harvard University Press, 2003.

<sup>10</sup> *Le parti du lendemain*.

<sup>11</sup> *Ça suffit !* Pour une analyse de Kefaya comme un phénomène générationnel et « trans-courant », plongeant ses racines dans les années 1980 et 1990, voir SHORBAGY, M., *op. cit.*

<sup>12</sup> Ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (1997-2009).

politique étrangère du régime est un puissant levier de mobilisation, et une revendication commune à l'ensemble des mouvements d'opposition depuis la fin des années 1980. Contester l'attitude pro-occidentale du pouvoir tout en s'adressant à l'opinion publique occidentale est une position difficile à tenir. Cet embarras des acteurs de l'opposition apparaît très clairement si l'on compare par exemple les versions anglaise et arabe du manifeste fondateur de Kefaya<sup>13</sup>. Quasiment aucune des phrases du texte original n'a été traduite littéralement dans le texte en anglais ! En s'adressant – en anglais – à l'opinion publique internationale, les auteurs de ces textes présentent la démocratie comme une fin en soi. Inversement, dans le discours en direction de l'opinion arabe, la démocratie est dépeinte comme le type de régime le plus efficace pour résister victorieusement au sionisme et à l'impérialisme occidental, comme un moyen au service des objectifs de politique étrangère.

Mais cette contradiction des mouvements de l'opposition est également celle du régime, et *in fine* celle des pays occidentaux eux-mêmes, qui ont défendu des régimes autoritaires au nom du *hard power* et de la *realpolitik*, tout en continuant à vanter leur propre mode de vie et de gouvernement au titre du *soft power*. Cette contradiction est à n'en pas douter au cœur de la révolution du 25 janvier. Afin de ne pas sortir du cadre de ce papier, bornons nous à noter, en guise de conclusion, que la nouvelle génération – la *jîl al-shabâb* – est entrée en politique en 2004-2005 avec Kefaya, et qu'elle a repris à son compte la rhétorique démocratique et une partie du répertoire d'action de ses aînés. La différence entre ces deux générations – et cette différence a été déterminante – réside pour une part dans l'usage des nouvelles technologies pour communiquer et mobiliser, et pour une autre part dans la volonté – explicite dès la création du mouvement des jeunes du 6 avril en 2008 – de greffer les revendications politiques sur la contestation sociale. Cette greffe a finalement pris en janvier 2011, à la faveur de la flambée des prix des matières premières et de l'exemple de la révolution tunisienne, pour déboucher sur les événements que nous connaissons.

## Bibliographie

ABDO, Geneive, *No God But God. Egypt and the Triumph of Islam*, New York, Oxford University Press, 2000.

AL-AWADI Hesham, *In Pursuit of Legitimacy. The Muslim Brothers and Mubarak, 1982-2000*, New York, Tauris, 2004.

BAKER, Raymond, *Islam without Fear. Egypt and the New Islamists*, London, Harvard University Press, 2003.

BATTESTI, Vincent et IRETON, François (dir.), *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*, Paris, Sindbad/Actes Sud, 2011.

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia et FILLIEULE, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Collectif, *Min nahnu?*, (*Qui sommes-nous ?*), 7 juillet 2004, consulté le 10 avril 2009, <http://www.harakamasria.org/manifesto>.

Collectif, *Declaration to the Nation*, 7 juillet 2004, consulté le 10 avril 2009, <http://www.harakamasria.org/node/2944>.

EL-SAYYID, Mustafa Kamil, « Le Syndicat des ingénieurs et le courant islamique », *Maghreb-Machrek Monde arabe*, n° 146, 1994, pp. 27-39.

FERRIÉ, Jean-Noël et SANTUCCI, Jean-Claude, *Dispositifs de démocratisation et dispositifs autoritaires en Afrique du Nord*, Paris, CNRS Éditions, 2006.

FERRIÉ, Jean-Noël, *L'Égypte entre démocratie et islamisme. Le Système Mubarak à l'heure de la succession*, Paris, Éditions Autrement, 2008.

<sup>13</sup> Pour consulter la version arabe du manifeste, cf. *Min nahnu?*, (*Qui sommes-nous ?*), 7 juillet 2004, consulté le 10 avril 2009, <http://www.harakamasria.org/manifesto>. Et pour la version anglaise du même texte : *Declaration to the Nation*, 7 juillet 2004, consulté le 10 avril 2009, <http://www.harakamasria.org/node/2944>.

KEPEL, Gilles, *Le Prophète et Pharaon. Aux sources des mouvements islamistes*, Paris, Seuil, 1993.

KIENLE, Eberhard, *A Grand Delusion. Democracy and Economic Reform in Egypt*, New York, I.B. Tauris, 2000.

LONGUENESSE, Élisabeth, « Le “Syndicalisme professionnel” en Égypte, entre identités socio-professionnelles et corporatisme », *Égypte/Monde arabe*, n° 24, 1995, pp. 43-91.

MURPHY, Caryle, *Passion for Islam. Shaping the Modern Middle East: The Egyptian Experience*, New York, Scribner, 2002.

SHORBAGY, Manar, “Understanding Kefaya: The New Politics in Egypt”, <http://www.thefreelibrary.com>, 1er janvier 2007, consulté le 1er octobre 2007.

STORK, Joe et BEININ, Joel (dir.), *Political Islam. Essays from Middle East Report*, Berkeley, University of California Press, 1996.

WICKHAM, Carrie Rosefsky, *Mobilizing Islam. Religion, Activism and Political Change in Egypt*, New York, Columbia University Press, 2002.